Les maires des petites villes face aux défis du prochain quinquennat

Enquête auprès des maires des petites villes · octobre–novembre 2026

Antoine Bristielle pour l'APVF

Enquête auprès de 598 maires de petites villes · octobre–novembre 2026

L'ENQUÊTE EN BREF

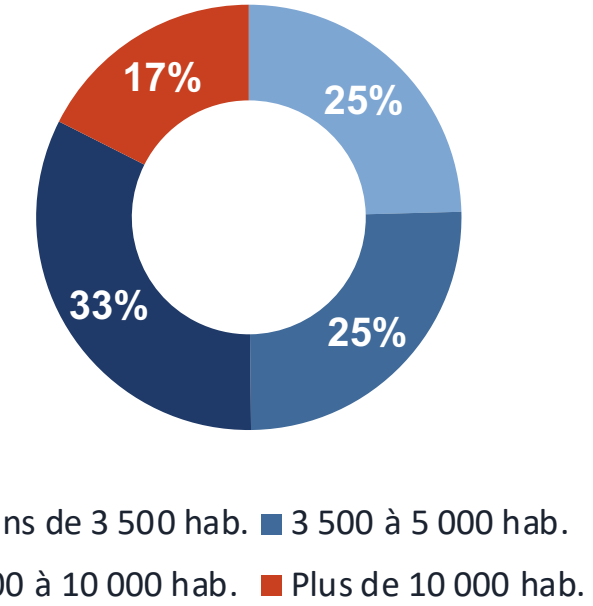
Les maires ont pris la parole

598 maires de petites villes ont répondu

14 % des 4 160 communes de 2 500 à 25 000 habitants ont répondu

30 questions : priorités, services, transitions, relation à l'État, attentes pour 2027

Répartition des répondants selon la taille de la commune



Question posée : « Indiquez la taille de votre commune »

Antoine Bristielle pour l'APVF

Enquête auprès de 598 maires de petites villes · octobre–novembre 2026

Les cinq enseignements de l’enquête

1. **Les petites villes concentrent les grandes préoccupations des Français**
   Sécurité 51 %, accès aux soins 46 %, services publics locaux 37 % des priorités citées

2. **Les transformations climatiques et démographiques mettent les communes sous pression**
   67 % se jugent insuffisamment préparées au climat · 78 % anticipent des effets des transformations démographiques sur la carte scolaire

3. **Une relation à l’État marquée par un manque d’accompagnement**
   74 % se sentent insuffisamment accompagnés · 59 % jugent que les services locaux ne facilitent pas leur action

4. **Un besoin de réforme partagé, mais des désaccords sur les solutions**
   86 % veulent clarifier les compétences · intercommunalité, fiscalité et loi SRU divisent

5. **Pour 2027, les maires demandent de retrouver leur capacité d’agir**
   Autonomie financière 60 %, simplification des normes 56 %, visibilité budgétaire 38 %

PARTIE I

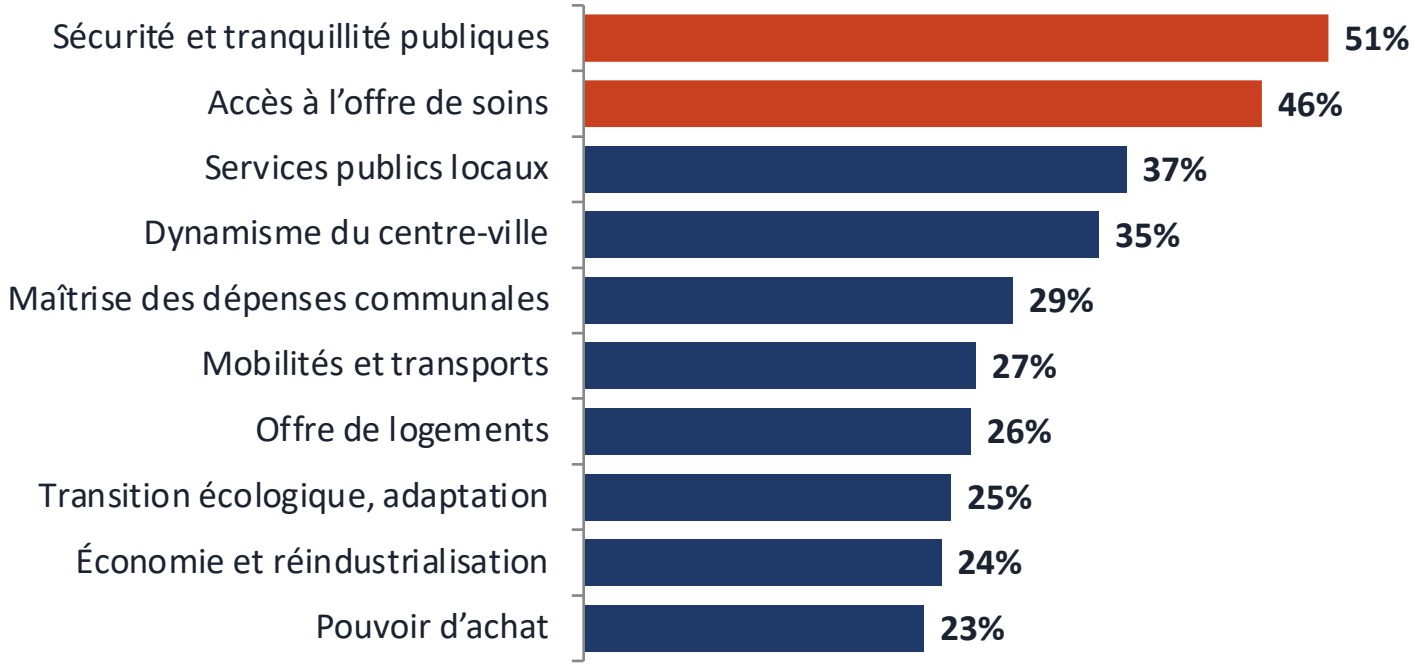
Les petites villes, en première ligne face aux attentes des Français

Antoine Bristielle pour l'APVF

Enquête auprès de 598 maires de petites villes · octobre–novembre 2026

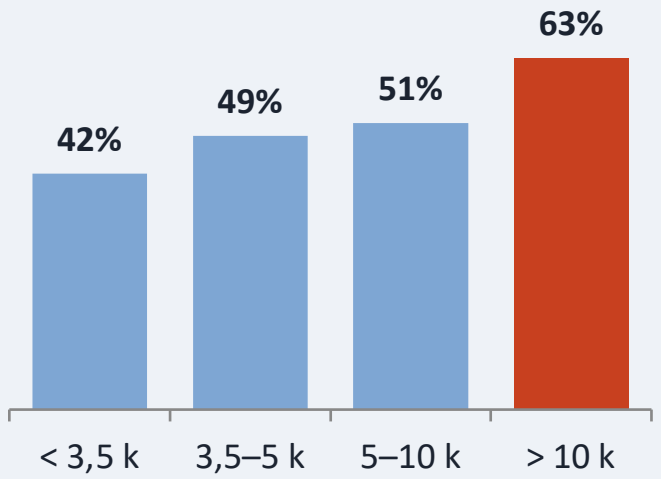
La sécurité et l'accès aux soins dominent les priorités des habitants

Priorités des habitants selon les maires · (3 réponses possibles)



Question posée : « Parmi les enjeux suivants, quelles sont, selon-vous, les principales priorités de vos administrés ? »

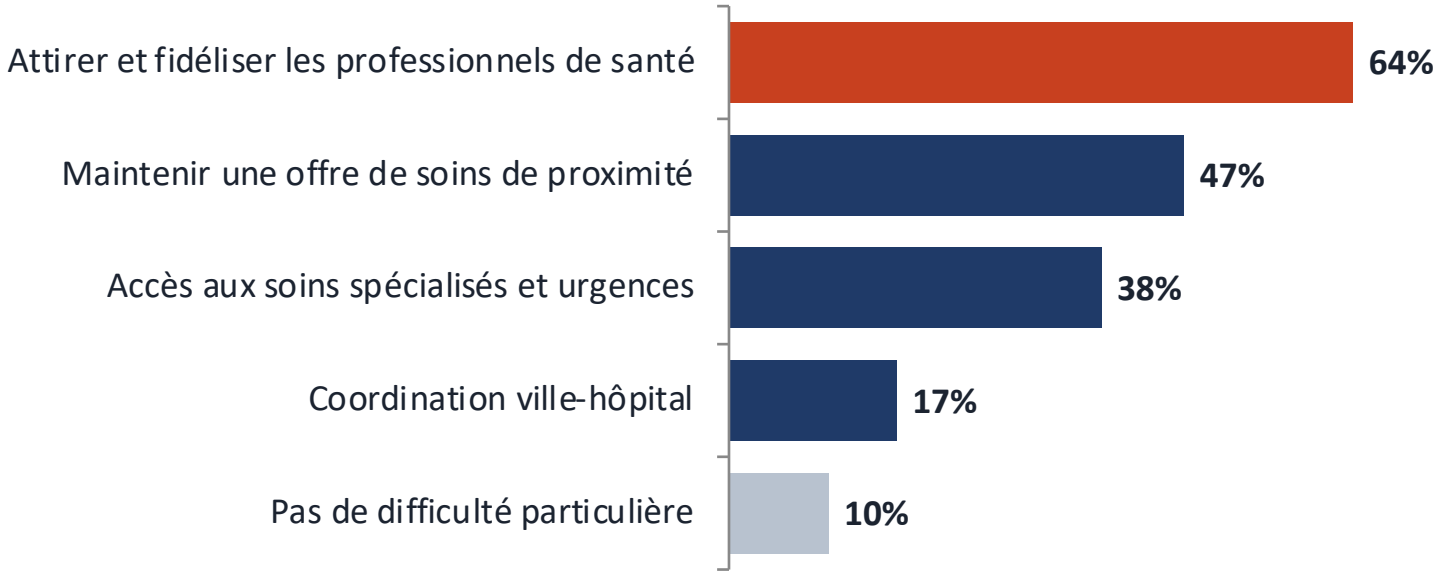
La sécurité pèse davantage dans les plus grandes communes



Sécurité citée en priorité, selon la taille de la commune (habitants)

L’accès aux soins : attirer les professionnels de santé est le premier obstacle

Principaux freins à une offre de soins adaptée · (2 réponses possibles)



Question posée : « Parmi les difficultés suivantes, lesquelles constituent aujourd’hui les principaux freins pour garantir une offre de soins adaptée aux besoins des habitants de votre commune ? »

64 %

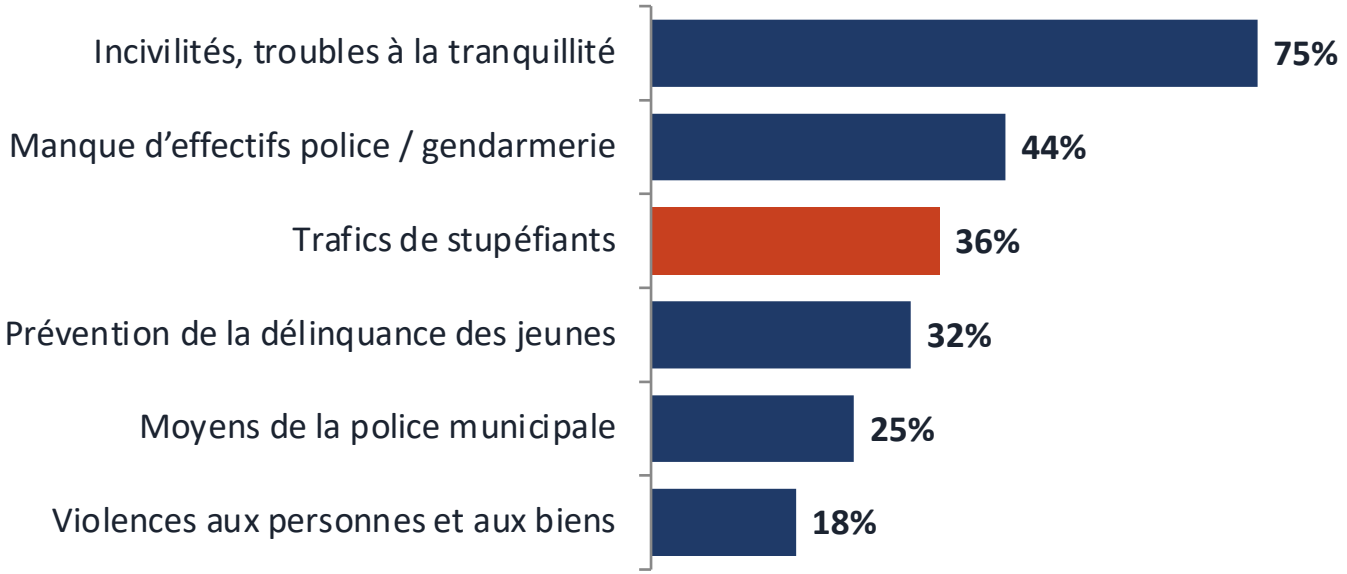
des maires citent la difficulté à attirer et fidéliser les professionnels de santé

10 %

seulement ne signalent aucune difficulté particulière

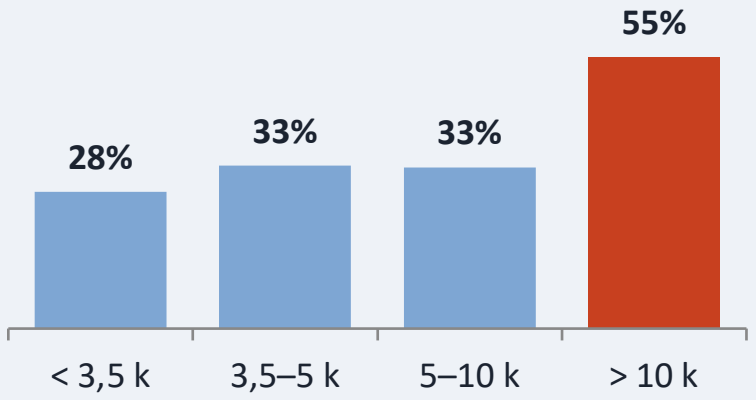
Une préoccupation partagée, mais des problèmes différents selon les villes

Difficultés de sécurité et de tranquillité publiques · (3 réponses possibles)



Question posée : « Parmi les enjeux suivants, lesquels constituent aujourd'hui les principales difficultés rencontrées par votre commune en matière de sécurité et de tranquillité publiques ? »

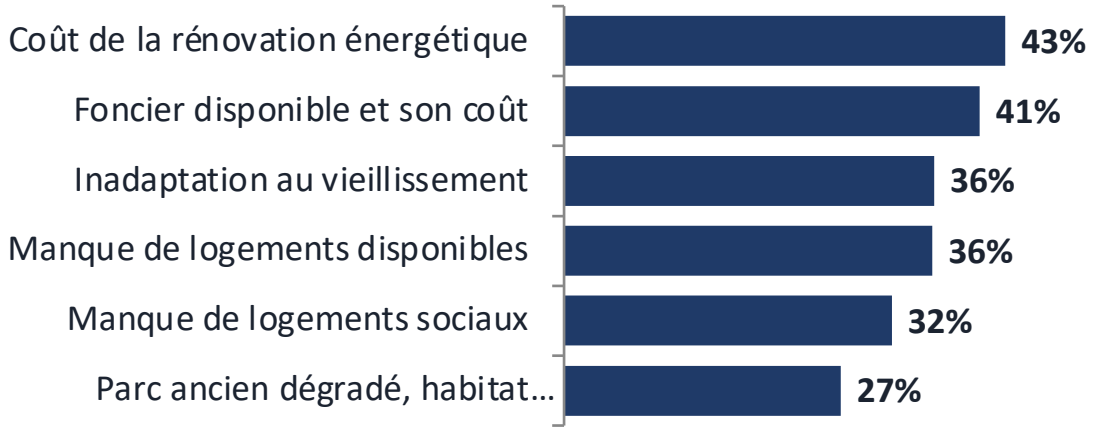
Les trafics de stupéfiants préoccupent surtout les villes de plus de 10 000 habitants



Les incivilités, elles, sont citées par environ 75 % des maires, quelle que soit la taille.

Logement et mobilités : des contraintes qui ne prennent pas la même forme selon la taille

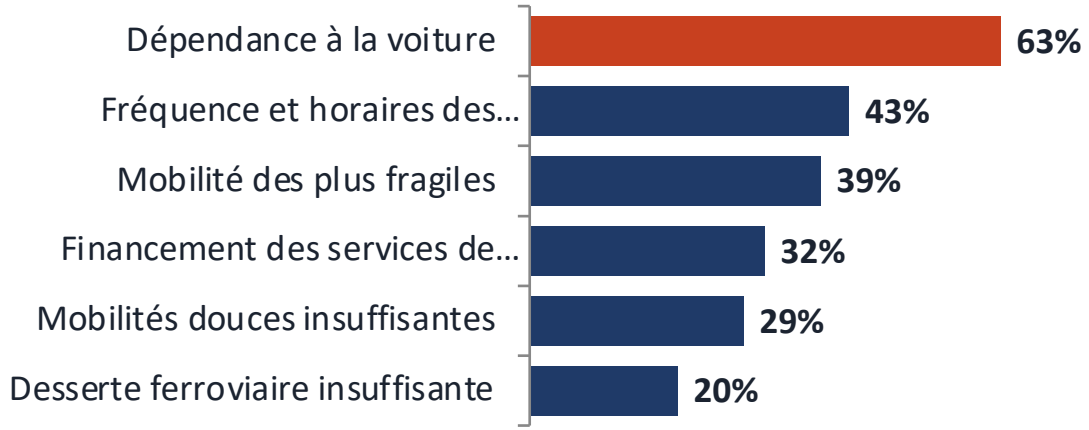
Logement : principales difficultés · (3 réponses possibles)



Question posée : « Parmi les enjeux suivants, lesquels constituent aujourd'hui les principales difficultés rencontrées par votre commune en matière de logement ? »

Six difficultés citées par plus d'un maire sur quatre

Mobilités : principales difficultés · (3 réponses possibles)



Question posée : « Parmi les enjeux suivants, lesquels constituent aujourd'hui les principales difficultés rencontrées par votre commune en matière de transports et de mobilités ? »

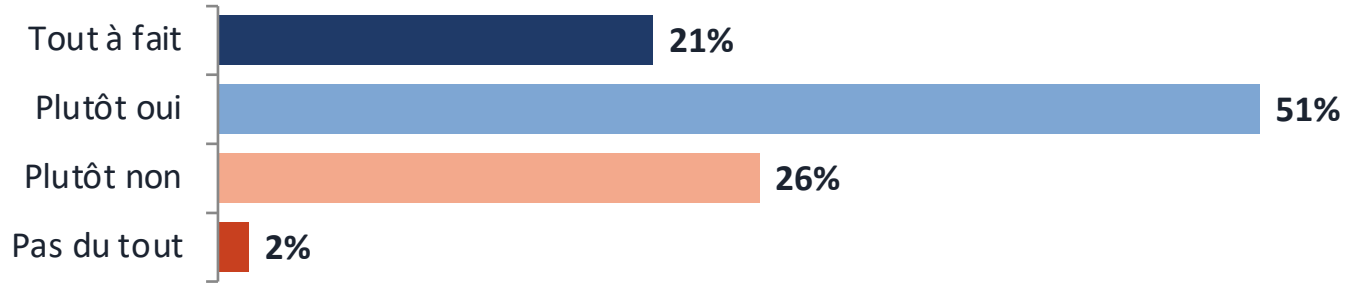
Mobilité des plus fragiles : 48 % (< 3 500 hab.) contre 26 %

La dématérialisation crée de nouvelles inégalités d'accès aux services publics

72 %

des maires estiment que leurs habitants rencontrent des difficultés d'accès aux services publics du fait du numérique

Les habitants rencontrent-ils des difficultés d'accès aux services publics du fait du numérique ?



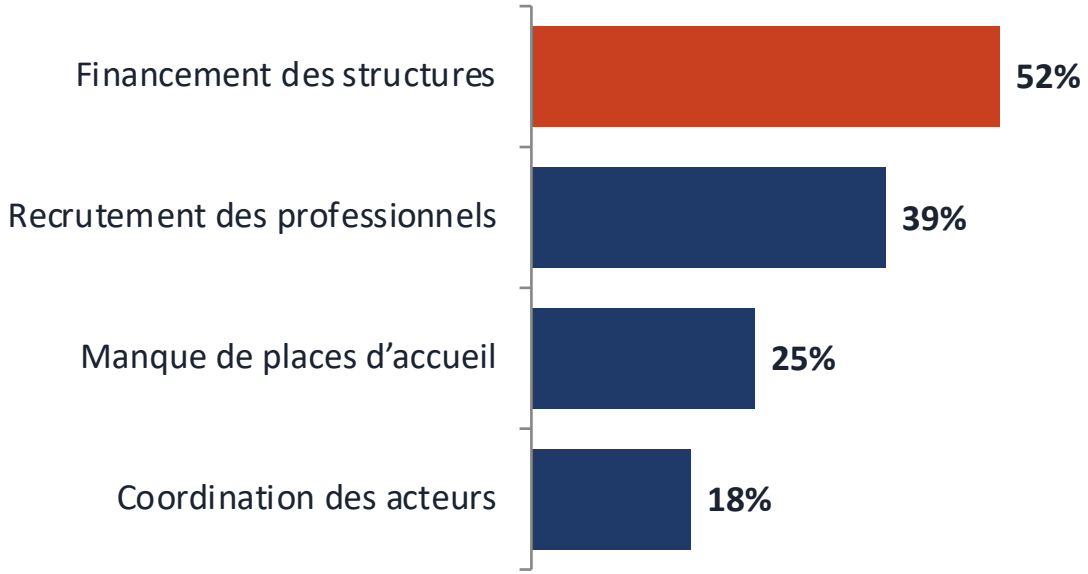
Question posée : « Pensez-vous que les administrés de votre commune rencontrent des difficultés d'accès aux services publics du fait de la transformation numérique des administrations ? »

Part des maires répondant « oui », selon la taille de la commune

< 3 500 hab.	3 500–5 000	5 000–10 000	> 10 000 hab.
82 %	69 %	71 %	64 %

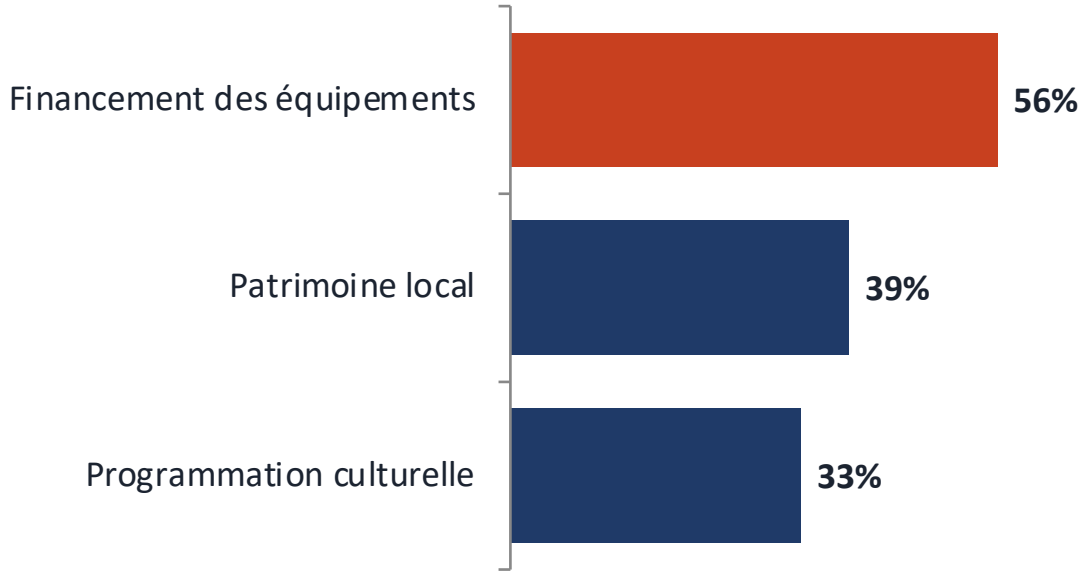
Petite enfance et culture : financer les équipements est le premier frein

Petite enfance : difficultés · (2 réponses possibles)



Question posée : « Depuis l'instauration du Service Public de la Petite Enfance, parmi ces enjeux, lesquels constituent aujourd'hui les principales difficultés pour votre commune ? »

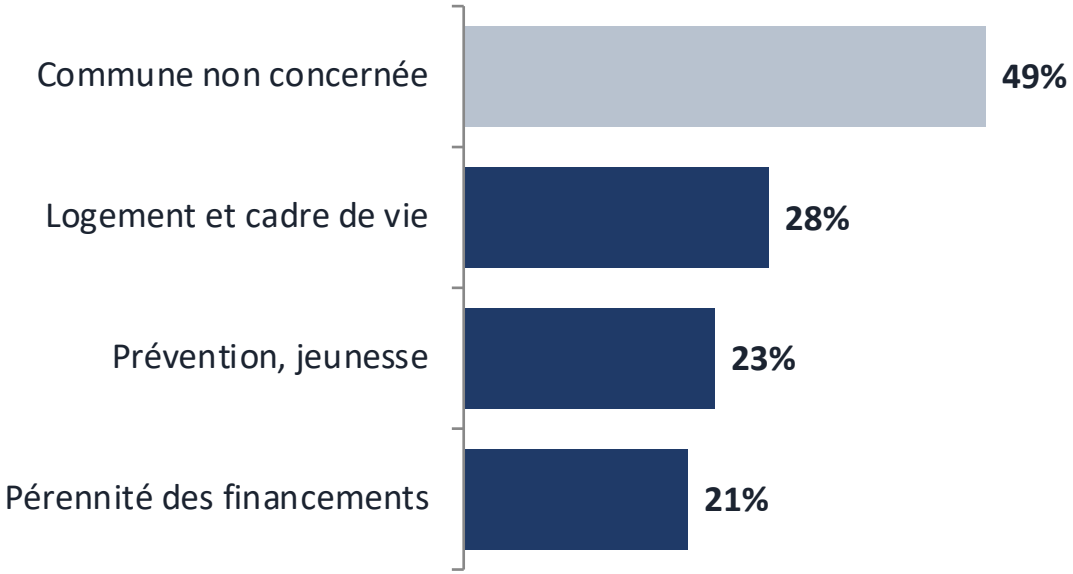
Offre culturelle : difficultés · (2 réponses possibles)



Question posée : « Parmi les enjeux suivants, lesquels constituent aujourd'hui les principales difficultés rencontrées par votre commune en matière d'offre culturelle ? »

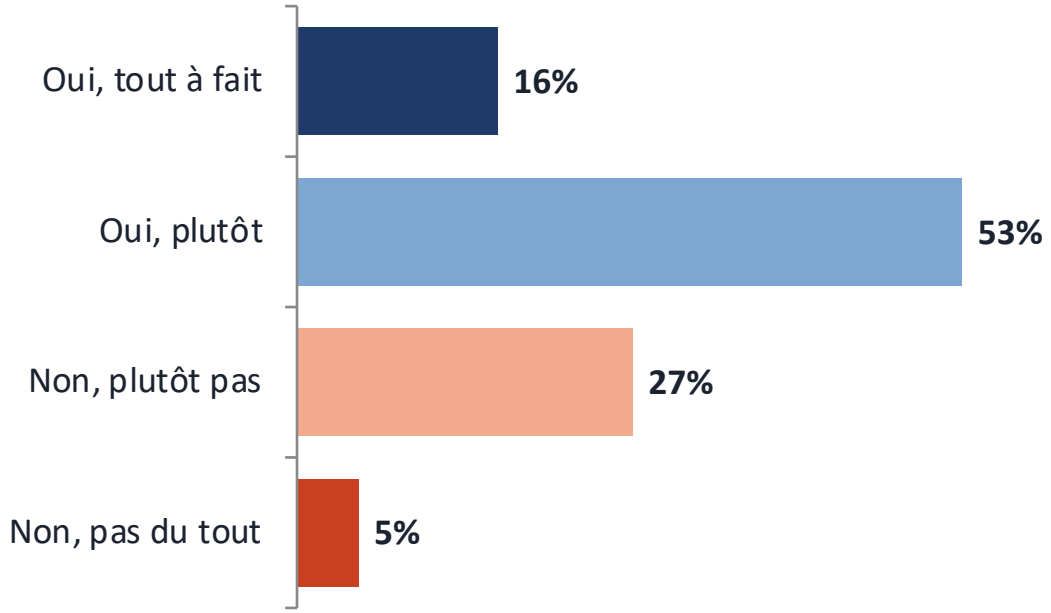
Politique de la ville et CCAS : des communes inégalement concernées

Politique de la ville : difficultés · (3 réponses possibles)



Question posée : « Parmi les enjeux suivants, lesquels constituent aujourd'hui les principales difficultés rencontrées par votre commune en matière de politique de la ville ? »

Les moyens du CCAS sont-ils adaptés aux besoins sociaux ?



Question posée : « Les moyens dont dispose votre CCAS vous semblent-ils adaptés aux besoins sociaux de la commune ? »

PARTIE II

Des communes confrontées à des transformations profondes, mais aux capacités d'adaptation limitées

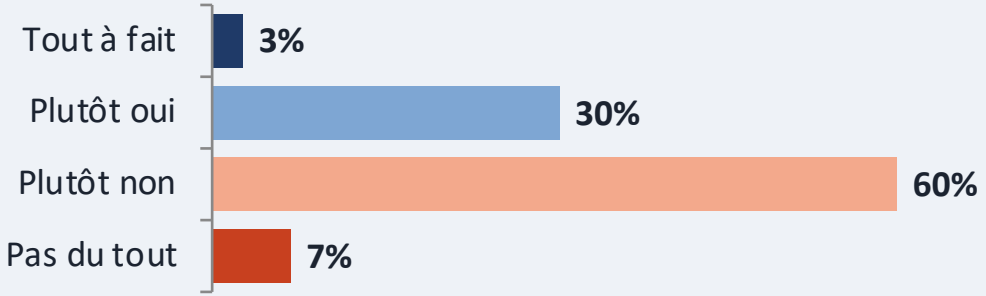
Antoine Bristielle pour l'APVF

Enquête auprès de 598 maires de petites villes · octobre–novembre 2026

Le climat et l'énergie : investir pour s'adapter avec des marges financières réduites

67 %

jugent leur commune insuffisamment préparée au dérèglement climatique

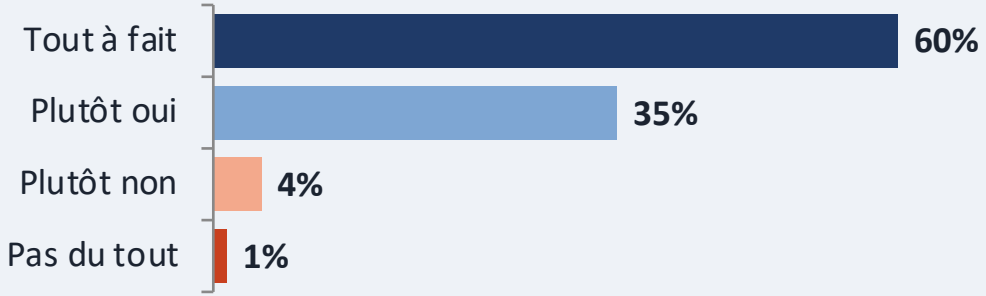


Insuffisamment préparées : 71 % des < 3 500 hab., 50 % des > 10 000.

Question posée : « Estimez-vous que votre commune est aujourd'hui suffisamment préparée aux conséquences du déréglement climatique ? »

95 %

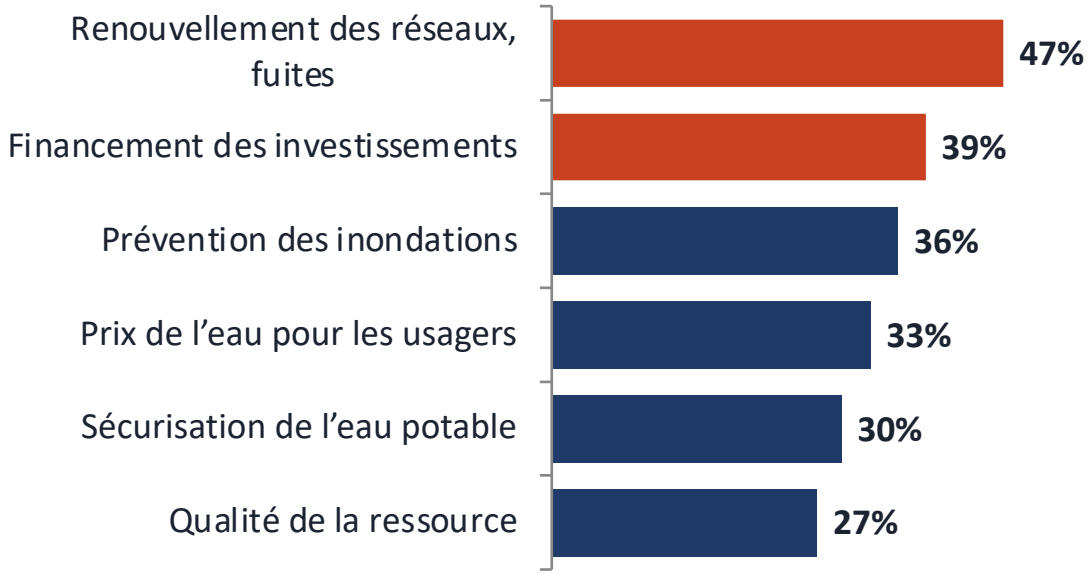
estiment que la hausse des prix de l'énergie réduit leurs marges de manœuvre



Question posée : « Considérez-vous que l'augmentation des prix de l'énergie affecte les marges de manœuvre financières de votre commune ? »

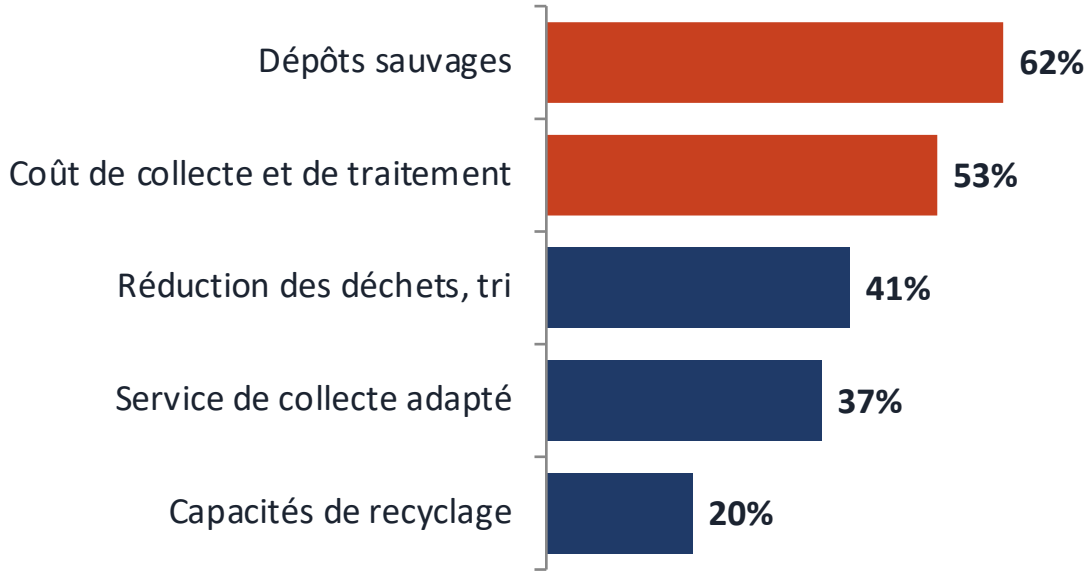
Eau et déchets : entretenir les infrastructures et en financer le coût

Gestion de l'eau : difficultés · (2 réponses possibles)



Question posée : « Concernant la gestion de l'eau, parmi ces enjeux, lesquels constituent aujourd'hui les principales difficultés pour votre commune ? »

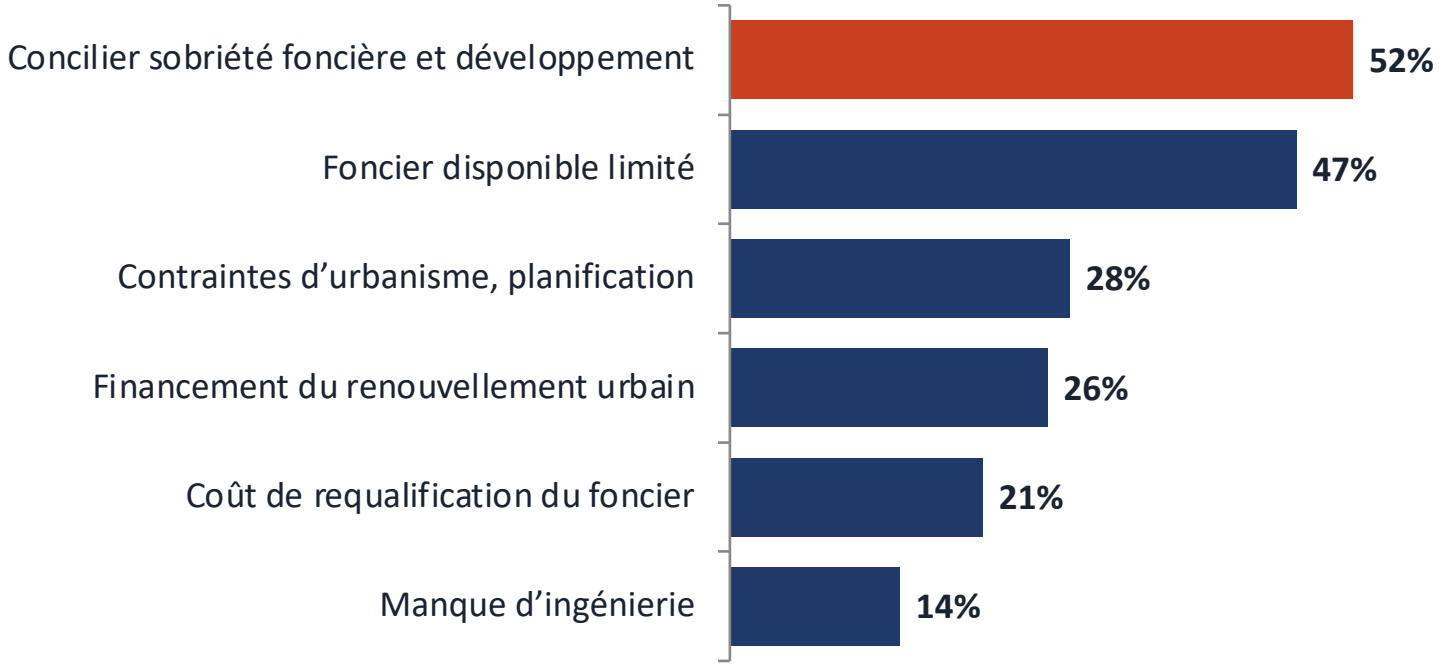
Gestion des déchets : difficultés · (2 réponses possibles)



Question posée : « Concernant la gestion des déchets, parmi les enjeux suivants, lesquels constituent aujourd'hui la principale difficulté sur votre territoire ? »

Le ZAN : concilier sobriété foncière et développement de la commune

Difficultés de mise en œuvre du ZAN · (2 réponses possibles)



Question posée : « Quelle sont aujourd'hui les principales difficultés que vous rencontrez dans la mise en œuvre du ZAN ? »

52 %

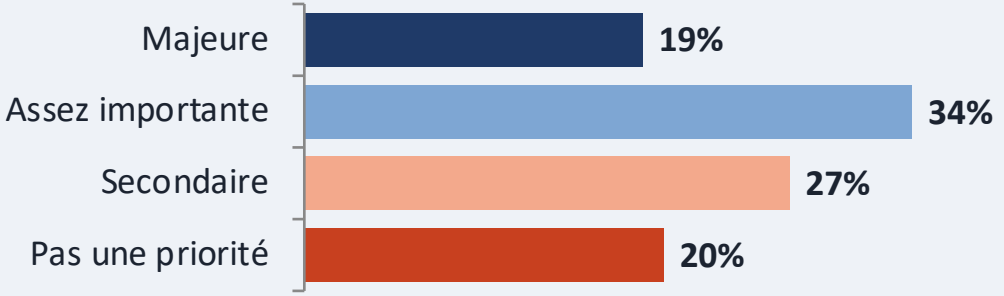
butent sur la conciliation entre sobriété foncière et développement de la commune

Des contraintes de mise en œuvre plus qu'un rejet des objectifs environnementaux.

Deux trajectoires : développer l'activité économique et anticiper le recul démographique

53 %

jugent la réindustrialisation prioritaire pour leur commune

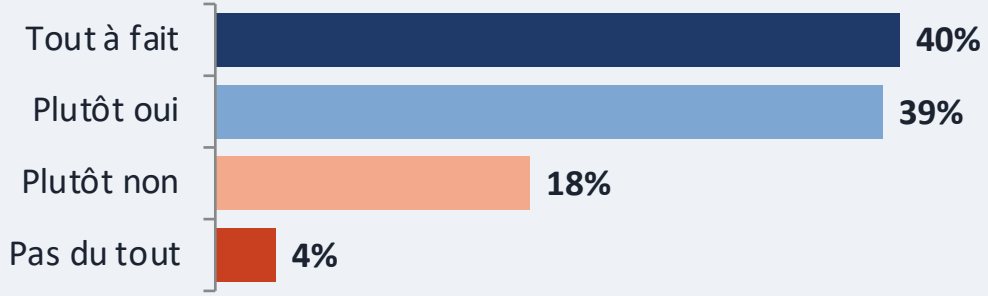


Majeure ou assez importante : 44 % des < 3 500 hab., 63 % des > 10 000.

Question posée : « Dans quelle mesure la réindustrialisation constitue-t-elle aujourd'hui une priorité pour votre commune ? »

78 %

anticipent des suppressions de classes ou d'établissements scolaires



Un constat partagé : 78 / 81 / 77 / 78 % selon la taille.

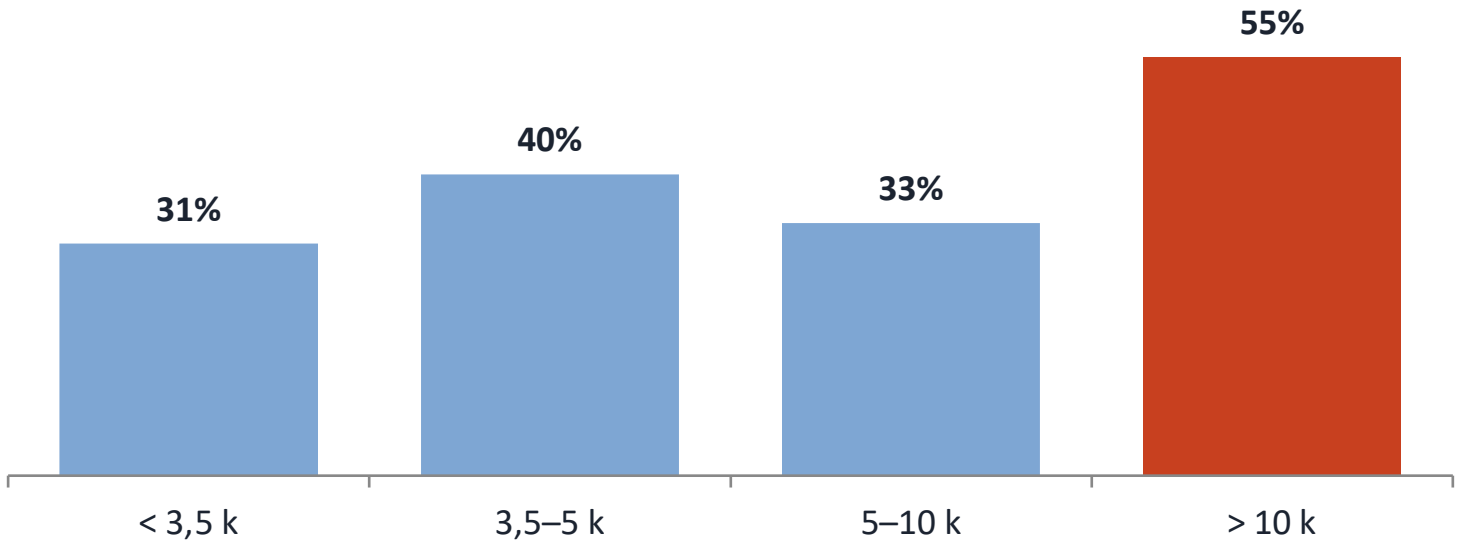
Question posée : « Estimez-vous que la transition démographique va affecter la carte scolaire dans votre commune via la suppression de classes voire d'établissements scolaires ? »

L'intelligence artificielle s'installe d'abord dans les plus grandes communes

38 %

des mairies déclarent avoir adopté l'intelligence artificielle dans leurs services

Mairies ayant adopté l'IA, selon la taille de la commune



Question posée : « L'intelligence artificielle a-t-elle été adoptée par les services de votre mairie ? »

< 3,5 k : moins de 3 500 habitants · > 10 k : plus de 10 000 habitants

PARTIE III

Une relation à l'État sous tension : entre manque d'accompagnement et demande de réforme

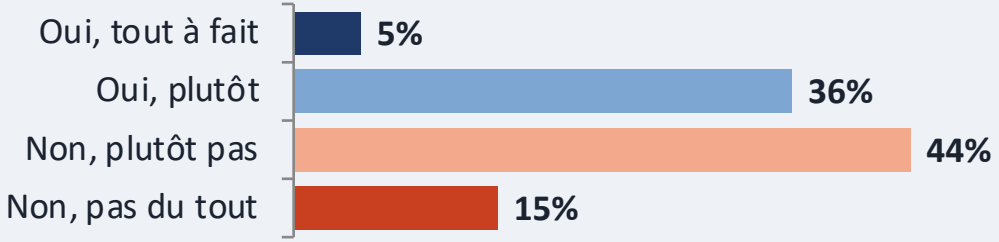
Antoine Bristielle pour l'APVF

Enquête auprès de 598 maires de petites villes · octobre–novembre 2026

Un sentiment de manque d'accompagnement largement partagé

59 %

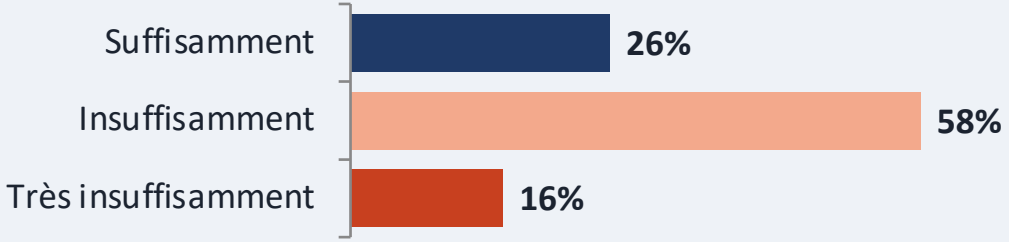
jugent que les services locaux de l'État ne facilitent pas leur action



Question posée : « Est-ce que les services de l'Etat local (DDT, DREAL…) facilitent la mise en œuvre de votre programme municipal ? »

74 %

se sentent insuffisamment accompagnés par l'État dans leur mandat



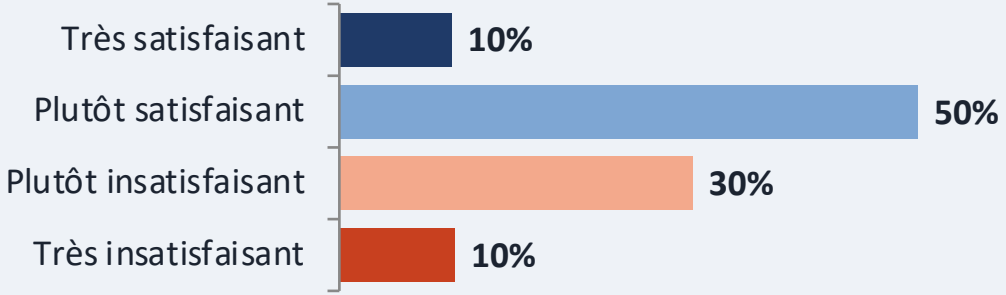
Question posée : « En fin de compte, dans l'exercice de votre mandat, vous estimez-vous suffisamment accompagné par l'Etat ? »

> *« Que le préfet soit un réel patron sur les services de l'État, qui doivent être des accompagnants et pas des freins aux projets »* — Maire, commune de 5 000 à 10 000 hab.

Des dispositifs de soutien jugés utiles par ceux qui y ont recours

60 %

des communes bénéficiaires jugent satisfaisant le bilan des dispositifs de revitalisation

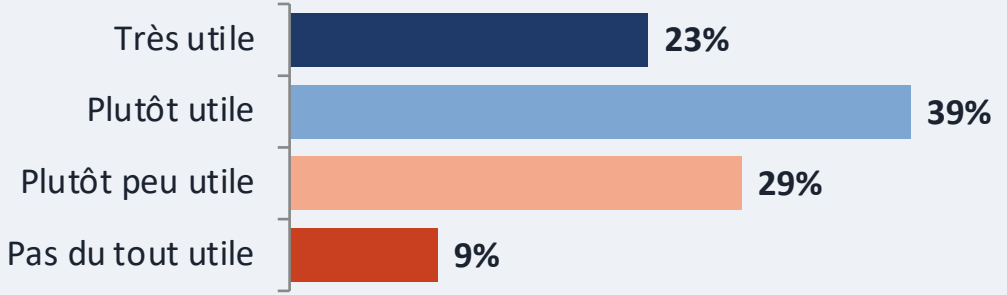


Base : 371 communes concernées ; 38 % ne le sont par aucun programme.

Question posée : « Quel bilan faites-vous, à ce jour, des dispositifs de revitalisation dont votre commune bénéficie, notamment dans le cadre du programme Petites Villes de Demain ? »

62 %

des communes recourant aux financements européens les jugent utiles



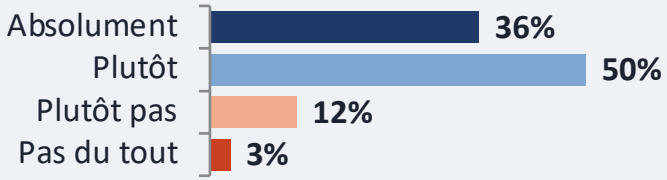
Base : 77 % des communes y ont recours.

Question posée : « Dans quelle mesure les financements et dispositifs européens constituent-ils, pour votre commune, un levier utile pour financer ou développer des projets locaux ? »

Une volonté massive de clarifier les compétences, sans accord sur l'intercommunalité

86 %

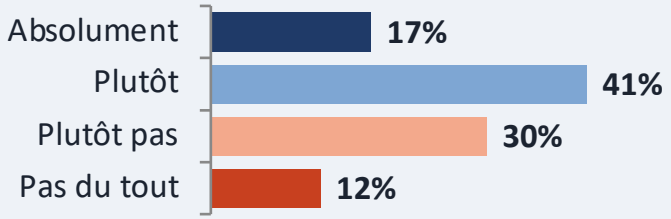
jugent nécessaire de réformer la répartition des compétences



Question posée : « En matière de décentralisation, considérez-vous qu'une réforme de la répartition des compétences des collectivités territoriales est nécessaire : »

58 %

jugent nécessaire de renforcer l'échelon intercommunal



Question posée : « En matière de décentralisation, considérez-vous que renforcer l'échelon intercommunal est nécessaire : »

59 %

sont opposés à l'élection directe des présidents d'EPCI

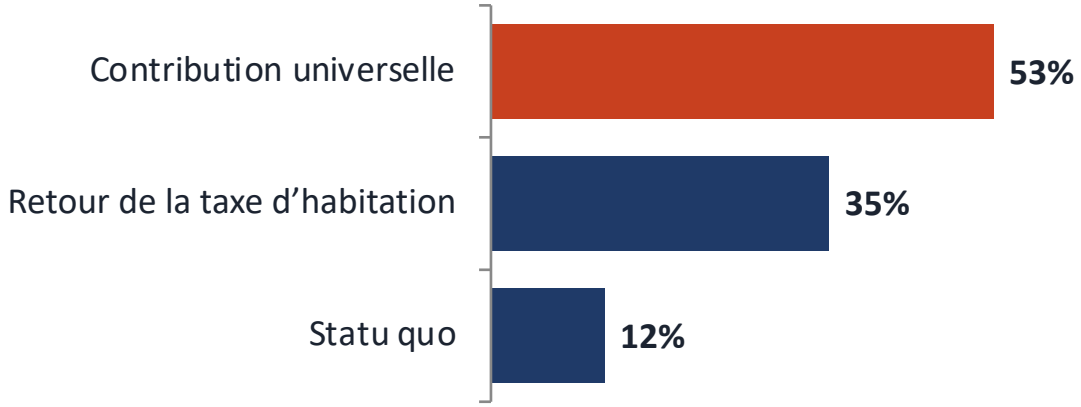


Question posée : « En matière de décentralisation, êtes-vous favorable à l'élection au suffrage universel direct du président des EPCI ? »

> *« Arrêter de transférer des compétences sans accord des élus locaux et sans les financer au juste prix »* — Maire, commune de plus de 10 000 hab.

Fiscalité locale et loi SRU : les sujets qui divisent le plus les maires

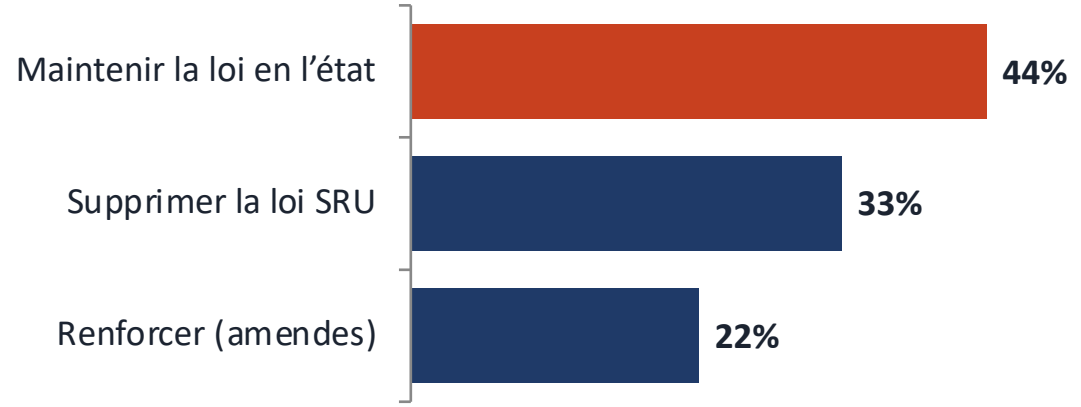
Fiscalité locale : que souhaitent les maires ?



Question posée : « En matière de fiscalité locale, souhaitez-vous : »

> *« Rétablir la taxe d'habitation pour plus d'autonomie financière et de justice fiscale »*
> Maire, commune de 5 000 à 10 000 hab.

Loi SRU : que faut-il faire ?



Question posée : « En matière d'urbanisme et de logement, estimez-vous nécessaire de : »

> *« La suppression immédiate de la loi SRU, qui ne correspond plus, dans son périmètre, à une application intelligente de la loi »*
> Maire, commune de 3 500 à 5 000 hab.

PARTIE IV

Présidentielle 2027 : les maires veulent retrouver leur capacité d'agir

Antoine Bristielle pour l'APVF

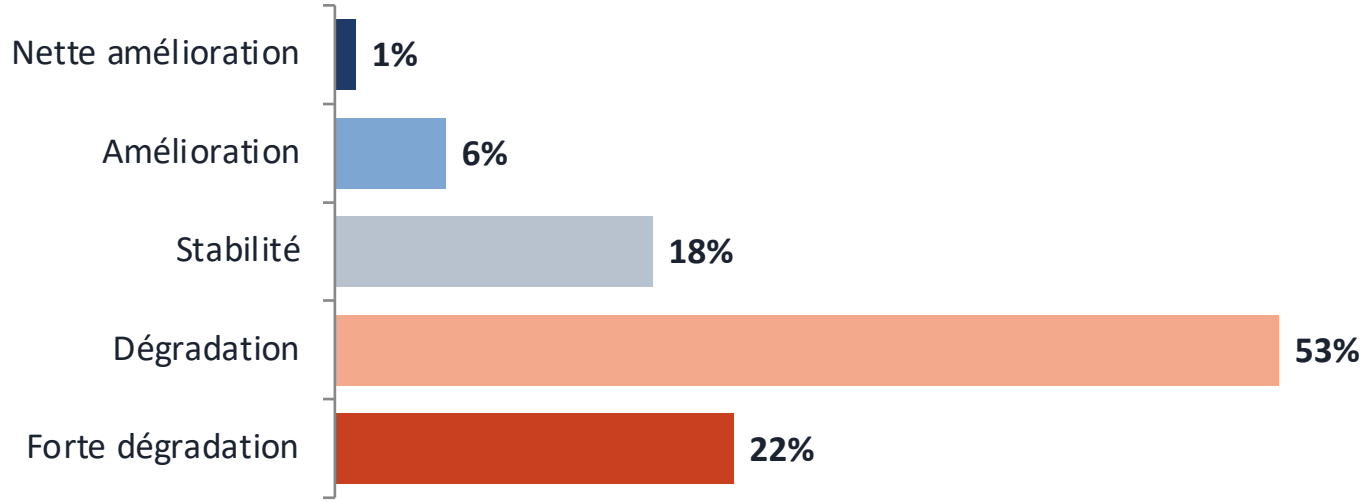
Enquête auprès de 598 maires de petites villes · octobre–novembre 2026

Un climat démocratique perçu comme profondément dégradé

75 %

des maires jugent que le ressenti des habitants à l'égard du climat démocratique s'est dégradé

Évolution du ressenti des habitants sur le climat démocratique

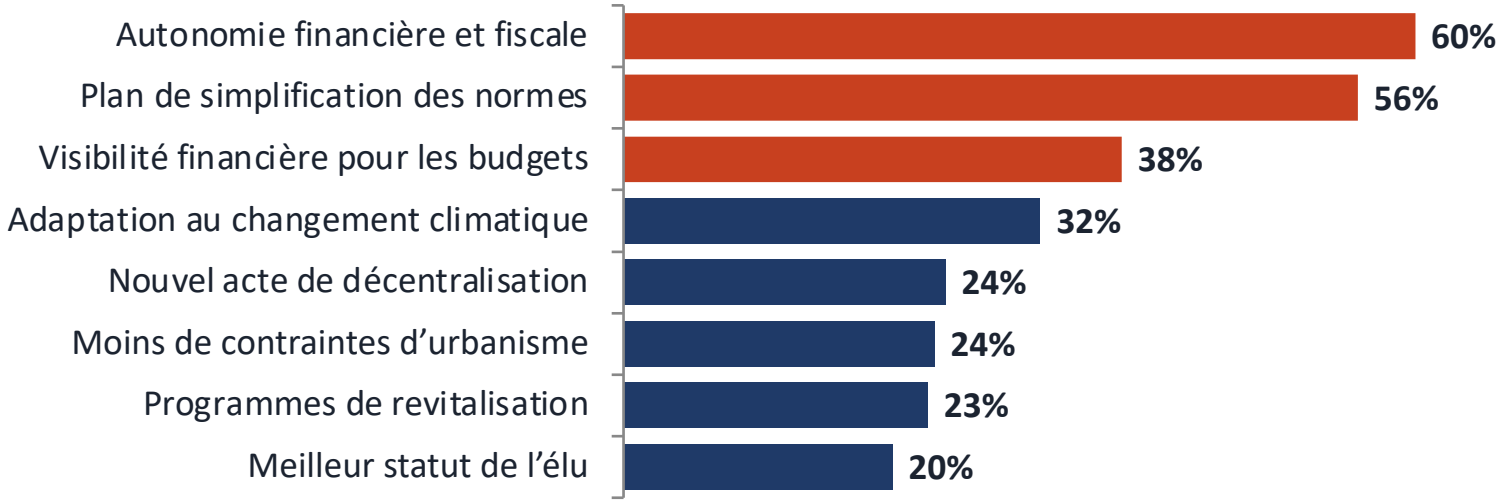


Question posée : « Comment qualifieriez-vous l'évolution du ressenti des habitants de votre commune concernant le climat démocratique et les institutions du pays au cours des dernières années ? »

Lecture : perception des maires, et non mesure directe du rapport des citoyens à la démocratie.

Autonomie, simplification, visibilité : les trois grandes demandes au prochain président

Priorités attendues du prochain président · (3 réponses possibles)



Question posée : « Parmi les enjeux suivants, quelles devraient être les priorités du prochain président et des prochains gouvernements dans les années à venir ? »

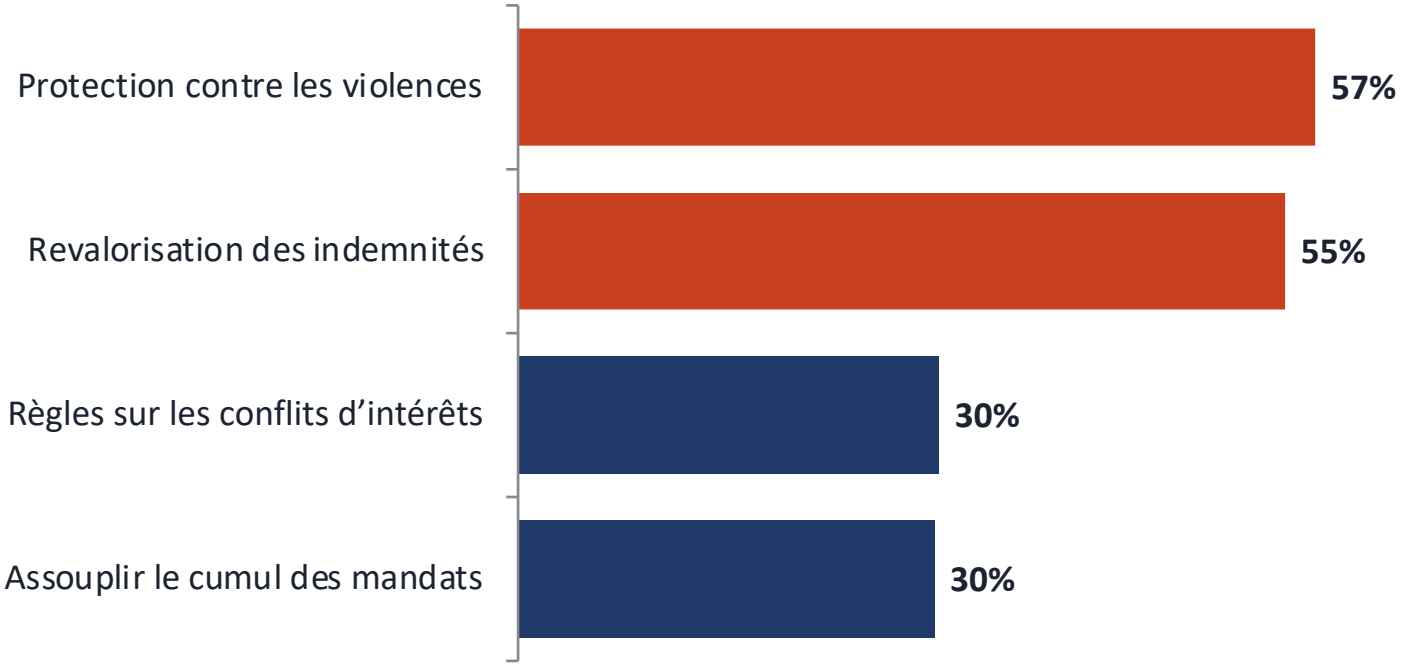
Retrouver un cadre d'action stable et lisible

1. **Décider** de ses ressources
2. **Alléger** les normes
3. **Prévoir** ses budgets

> *« Meilleure visibilité financière dans la durée, quitte à avoir moins d'aide mais des aides certaines »* — Maire, commune de 3 500 à 5 000 hab.

Protéger et valoriser l'engagement municipal

Priorités pour le statut de l'élu local · (2 réponses possibles)



Question posée : « Concernant le statut de l'élu local, quelles seraient vos priorités ? »

57 %

veulent protéger les élus face aux violences physiques, verbales et en ligne

55 %

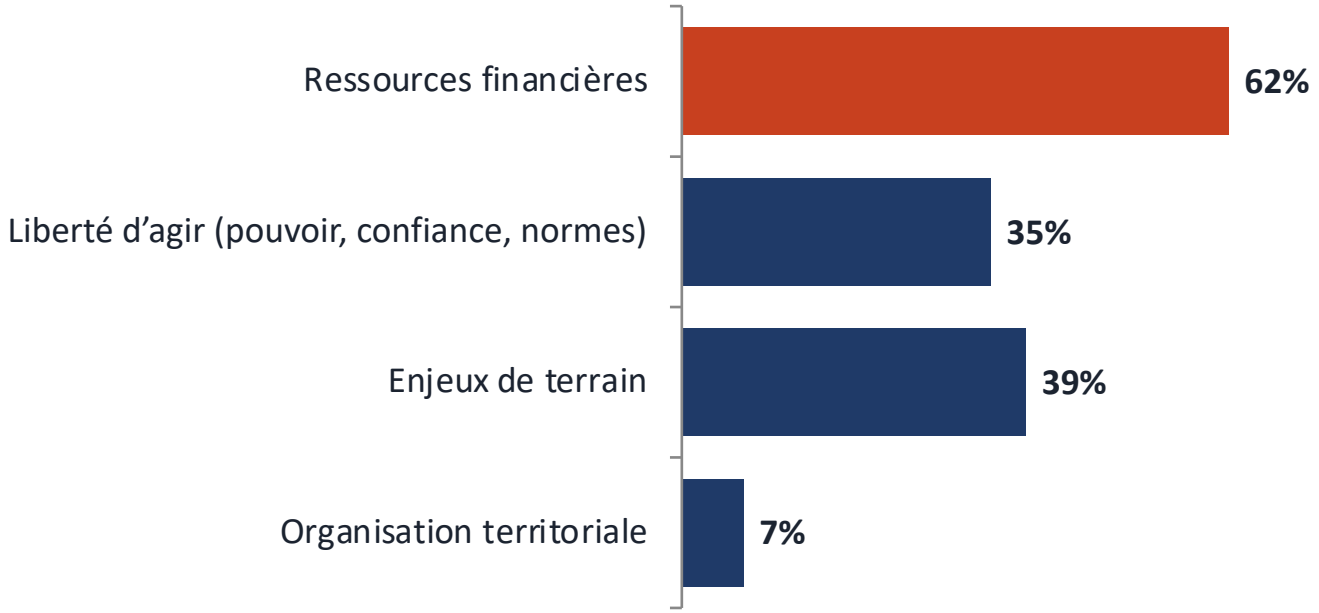
souhaitent une revalorisation des indemnités

Antoine Bristielle pour l'APVF

Enquête auprès de 598 maires de petites villes · octobre–novembre 2026

« Si j'étais Président… » : des moyens d'abord, puis la liberté d'agir

Mentions par groupe de thèmes, en % des 237 réponses (une réponse peut compter plusieurs fois)



Question posée : « Si vous étiez Président de la République, quelle serait votre première mesure pour les Petites Villes ? »

Ressources financières · 62 %
Moyens et aides 26 % · dotations, fin des ponctions 15 % · autonomie fiscale 13 % · visibilité pluriannuelle 8 %

Liberté d'agir · 35 %
Pouvoir et confiance aux maires 21 % · simplification des normes 14 %

Enjeux de terrain · 39 %
Climat et bâtiments 10 % · centralité et services 10 % · urbanisme et logement 8 % · emploi 4 % · sécurité 4 % · santé 3 %

Organisation territoriale · 7 %
Intercommunalité, fusions 7 % : avis partagés

Chaque total est la somme de ses sous-thèmes : une même réponse peut compter plusieurs fois.

Dans leurs mots : pouvoir d’agir, confiance et moyens

POUVOIR D’AGIR

« Redonner aux Petites villes le pouvoir d’agir »

Maire, commune de 5 000 à 10 000 hab.

CONFIANCE ET RESPECT

« Garantir l’autonomie financière des communes et arrêter de prendre les élus locaux pour des enfants, car très souvent beaucoup plus responsables que les élus nationaux »

Maire, commune de 3 500 à 5 000 hab.

SIMPLIFICATION

« Rendre la tâche du Maire plus facile ! Entre textes, contraintes, ordres et contre-ordres, il est difficile de savoir quels sont nos moyens d’action ! »

Maire, commune de moins de 3 500 hab.

CHARGES DE CENTRALITÉ

« […] les petites villes assument des services qui bénéficient aux habitants au-delà des limites de la commune, mais sans avoir les recettes en face »

Maire, commune de 5 000 à 10 000 hab.

VISIBILITÉ PLURIANNUELLE

« Sanctuariser sur 5 ans leur financement »

Maire, commune de 5 000 à 10 000 hab.

FIN DES PONCTIONS

« J’arrêterai de blâmer les petites villes en disant qu’elles sont responsables du déficit de l’État et je ne les taxerai plus »

Maire, commune de 3 500 à 5 000 hab.

Ce que cela implique pour le quinquennat

En première ligne face aux attentes des habitants

CE QUE MONTRE L'ENQUÊTE

Sécurité, santé, services de proximité : les habitants se tournent vers leur maire, même hors de ses compétences.

POUR LE NOUVEAU QUINQUENNAT

Reconnaître les charges et financer les services que les petites villes assurent pour tout leur bassin de vie.

En première ligne face aux grandes transformations

CE QUE MONTRE L'ENQUÊTE

Climat, énergie, démographie : les communes s'adaptent sans toujours en avoir les moyens.

POUR LE NOUVEAU QUINQUENNAT

Un plan pluriannuel d'accompagnement des petites villes pour rénover, s'adapter et maintenir leurs services.

Changer la relation entre l'État et les communes

CE QUE MONTRE L'ENQUÊTE

Un accompagnement jugé insuffisant, des compétences à clarifier, des normes jugées trop lourdes.

POUR LE NOUVEAU QUINQUENNAT

Un nouveau contrat de confiance : autonomie financière et fiscale, simplification, visibilité sur plusieurs années.

> *« Les communes sont les derniers maillons de la chaîne de l'État, préservons-les »*
> — Maire, commune de 3 500 à 5 000 hab.

ASSOCIATION DES PETITES VILLES DE FRANCE
APVF

Antoine Bristielle pour l'APVF

Enquête auprès de 598 maires de petites villes · octobre–novembre 2026